

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0429 du 23 au 29 octobre 2023

ÉCONOMIE AFRICAINE

Magazine

FIRST AFRIQUE - Actualités - Siret: 52824976600023 CMA-FRANCE

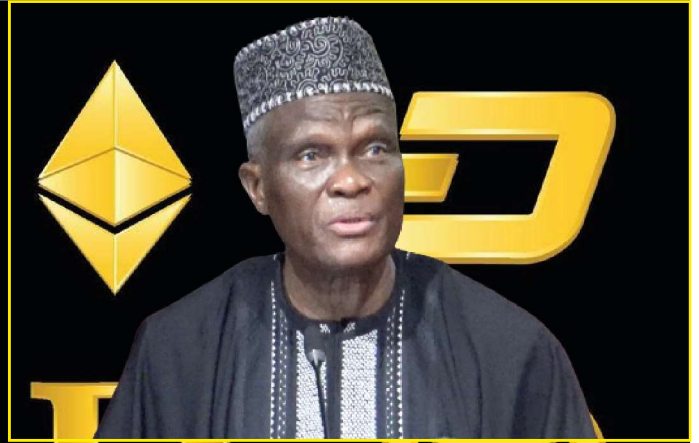


MONNAIE ET CRYPTO-MONNAIE EN DÉBAT À COTONOU

**DÉVELOPPEMENT
DE LA MICROFINANCE**
LE BÉNIN ADOPTE UNE NOUVELLE
POLITIQUE NATIONALE

CEDEAO – UE
DE NOUVEAUX
ACCORDS DE FINANCEMENT
SCÉLÉS

MONNAIE ET CRYPTO-MONNAIE EN DÉBAT À COTONOU



L'Académie nationale des sciences, arts et lettres du Bénin (AN-SALB) a organisé une grande conférence jeudi 19 octobre 2023 au Palais des Congrès à Cotonou. Il s'agit d'une conférence sur la monnaie et la Crypto-monnaie en Afrique.

« Porter à l'attention du grand public qui constitue la cible première de l'ANSALB, les fondamentaux sur la monnaie et la crypto-monnaie en Afrique », tel est l'objectif principal de

cette grande conférence de l'Académie Nationale des Sciences, Arts et Lettres du Bénin . Cette idée de cette plateforme académique provient de plusieurs analyses liées à l'histoire de la monnaie en Afrique.

Selon le professeur Michel Boko, « l'histoire de la monnaie en Afrique est complexe et fascinante. Elle a beaucoup varié, allant du système de troc ... aux monnaies de l'époque coloniale introduite par les différentes puissances euro-

péennes ». Dans cette évolution monétaire, plusieurs pays africains ont créé leurs propres monnaies après la colonisation. Par ailleurs, le constat fait par l'Académie Nationale des Sciences, Arts et Lettres du Bénin est que « les courants actuels de la Renaissance africaine prônent la rupture totale d'avec tout ce qui apparaît comme la perpétuation des relations néocoloniales que ce soit sur le plan politique avec la dénonciation des accords secrets ou sur le

plan économique avec la remise en cause du franc de la Communauté Financière Africaine », a fait savoir le professeur Michel BoKo, le secrétaire perpétuel de l'AN-SALB.

Dans cette atmosphère caractérisée par la contestation sur la nature de certaines monnaies, les monnaies virtuelles appelées crypto-monnaies ont vu le jour. De jour en jour, ce type de monnaie gagne du terrain en Afrique avec plusieurs avan-

MONNAIE ET CRYPTO-MONNAIE EN DÉBAT À COTONOU



tages pour ses utilisateurs. Malgré ses multiples avantages « **RÉELS** », il y a encore de nombreux défis à relever tels que l'absence de régulation, le manque d'infrastructures et de ressources logistiques pour la gestion des monnaies virtuelles.

Dans cet « **imbroglio de devises, de non-devises, de monnaies, de crypto-monnaies ou de monnaies dématérialisées** », l'ANSALB, a décidé d'ouvrir le débat sur la place de la monnaie en général et de la

crypto-monnaie dans l'économie des pays africains.

Pour ce faire, trois grands panels ont été animés.

Le premier panel a pour thème : « **Histoire des moyens d'échanges commerciaux en Afrique jusqu'au lendemain de la colonisation** ». Il a été conduit par les Professeurs Sotindjo Dossa Sébastien et Babatoundé Alain Latoundji.

Au cours du deuxième panel qui a porté sur «

la politique africaine et monnaie», les conférenciers Adjagbé Mathieu et Zoundji Déo-Gratias Orphée ont, non seulement, présenté les politiques africaines en matière de monnaie mais aussi analysé le rôle des institutions financières dans l'économie et les usages de la monnaie en Afrique.

Le troisième et dernier panel a porté sur « **crypto-monnaie et dématérialisation de la monnaie** ». Il a été présenté par les professeurs Eugène Ezin et

Julien Hounkpè. Il a été question de l'impact de la technologie sur les transactions financières en Afrique : quelle place pour la crypto-monnaie et la monnaie dématérialisée ?

Cette grande conférence a permis aux participants de penser autrement aux relations économiques internationales des pays africains et de comprendre les enjeux des évolutions de la nature de la monnaie.

Séverin A./ La Rédaction



LE BÉNIN ADOPTE UNE NOUVELLE POLITIQUE NATIONALE



Patrice TALON

Président de la République

La politique nationale 2023-2027 de développement de la microfinance, a été adoptée le 18 octobre 2023 par le gouvernement béninois. Cette approbation permet au ministère en charge de la Microfinance de disposer d'un nouveau document de référence.

La politique nationale de la période 2023-2027 a été validée par l'exécutif au terme du précédent document de politique. C'est donc pour poursuivre la dynamique que le gouvernement a décidé de doter le ministère en charge de la Micro-

finance de ce nouveau document de référence pour le sous-secteur qui soit en cohérence avec les orientations stratégiques et le Programme d'Action du gouvernement, a souligné l'exécutif béninois.

« Élaborée suivant une approche participative ayant regroupé tous les acteurs impliqués, la présente Politique postule qu'à l'horizon 2027, le Bénin dispose d'un secteur de microfinance assaini, professionnel, novateur, inclusif et responsable qui contribue efficacement à l'accès durable

de l'ensemble de la population aux services financiers diversifiés», a expliqué le gouvernement.

Ladite politique qui tire les enseignements des insuffisances relevées dans les pratiques antérieures, entend favoriser une plus grande efficacité du dispositif de microfinance au profit des bénéficiaires, a fait savoir l'exécutif béninois. Pour mener à bien celle-ci, trois objectifs stratégiques ont été fixés. Il s'agit de renforcer la veille, le suivi et les formes d'assainissement du secteur ; améliorer

le dispositif institutionnel et managérial des systèmes financiers décentralisés et adopter le numérique et le digital dans les transactions et les opérations des systèmes financiers décentralisés.

En clair, il sera question de développer des mécanismes innovants relativement au financement agricole et à la finance responsable au profit des jeunes et des femmes au-delà des financements classiques.

Le gouvernement indique qu'un accent particulier est mis sur le sui-

LE BÉNIN ADOPTE UNE NOUVELLE POLITIQUE NATIONALE

vi-évaluation qui se fera de manière plus rapprochée nonobstant les études et enquêtes à effectuer à des échéances régulières pour davantage de rigueur dans l'implémentation de cette Politique.

Le Microcrédit faut-il le préciser fait partie des actions publiques été développées par le gouvernement béninois pour favoriser l'élimination qui excluent les plus démunies, notamment les femmes du système financier classique.

Pour ce faire, l'exécutif qui opéré des réformes pour dépolitiser le secteur, faciliter l'accès et les transactions aux femmes.

A la date du 31 Décembre 2022, soit deux ans après ses réformes, 21,493 milliards de FCFA ont été déjà décaissés aux Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) partenaires. Près de 500 mille personnes dont 86% de femmes ont été touchées avec un taux de remboursement de 94%.

Jacob Y./La rédaction

Romuald WADAGNI

Ministre de l'Économie et des Finances



DE NOUVEAUX ACCORDS DE FINANCEMENT SCELLÉS



7 nouveaux accords financiers ont été signés entre la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédeao) et l'Union européenne (UE).

D'un montant total de 212,5 millions d'euros, ces fonds de l'UE vont contribuer à stabiliser et stimuler le développement socio-économique de l'Afrique de l'Ouest.

La signature de ces accords a été procédée à Abuja au Nigéria par le président de la Commission de la Cédeao, Omar Aliou Touray et le commissaire européen Jutta Urpilainen. Cette enveloppe financière va couvrir plusieurs secteurs notamment le commerce

et l'intégration régionale, l'interconnectivité énergétique, les énergies renouvelables, l'énergie abordable et propre, les systèmes alimentaires durables et la sécurité alimentaire et les migrations.

Ce nouveau financement pour l'Afrique de l'Ouest sera bientôt complété par un soutien supplémentaire dans les domaines de la paix et de la sécurité, des transports, de la gestion de l'eau, de l'environnement, de la numérisation, de la santé et de l'éducation, a indiqué la Cédeao dans un communiqué.

Dans le cadre du programme d'investissement Global Gateway Afrique-Europe, l'Union

européenne s'est engagée à mobiliser jusqu'à 150 milliards d'euros d'investissements pour l'Afrique entre 2021 et 2027 afin d'accélérer une transition inclusive, verte et numérique qui stimulera l'intégration économique régionale, la croissance durable et l'emploi décent, a rappelé l'Organisation sous-régionale.

Procédant à la signature des documents, le commissaire Jutta Urpilainen et le président Omar Aliou Touray ont réaffirmé les liens solides et l'approfondissement du partenariat entre l'UE et la CEDEAO en faveur de la paix, de l'intégration régionale et de la prospérité de l'Afrique de l'Ouest.

Ils ont confirmé les engagements mutuels pris en faveur de la paix et de la sécurité au Sahel et dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest, dans un contexte d'évolution politique complexe et de défis sécuritaires accrus.

Ils ont souligné leur alignement sur la situation au Niger et dans les pays en transition et ont discuté des moyens de renforcer les processus démocratiques et la gouvernance démocratique dans la région et d'assurer la continuité de l'assistance aux populations locales qui sont les premières victimes de la situation.

Jacob Y./La rédaction

FAUX, DÉMENT LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Si vous avez cru, la rumeur a eu raison de vous.

L'information selon laquelle une grâce présidentielle sera bientôt accordée à des centaines de prisonniers en République du Bénin n'est pas vraie.

Ce dimanche 22 octobre 2023, le Ministère de la Justice et de la Législation a apporté un démenti et plus d'éclaircissements sur l'information.

VOICI LE DÉMENTI DU MJL

Depuis quelques heures des publications non fondées relatives à une prétendue décision de grâce présidentielle circulent sur les réseaux sociaux.

Il y a lieu de préciser que ce samedi 21 octobre 2023, un atelier portant «Approches de collaboration des acteurs et modalités d'harmonisation et de traitement des actes judiciaires» a eu lieu au ministère de la justice avec l'ensemble des Greffiers en chef des juridictions de fond, le Président et certains membres du

bureau de la Chambre Nationale des Huissiers du Benin.

L'activité a porté entre autres sur la numérisation des décisions de justice pour en améliorer la conservation, la sécurisation des actes judiciaires, l'examen des dysfonctionnements qui ralentissent la mise en œuvre diligente des dispositions légales relatives aux aménagements de peines (libération conditionnelle, suspension des peines et grâce présidentielle) pour la

recherche de solutions idoines.

Ceci fait suite aux dernières mesures de déploiement des greffiers dans le sens d'une modernisation de l'organisation et de l'efficience du service public. Il n'a été question, à aucun moment, d'une quelconque décision gouvernementale ou présidentielle. Les publications autour du sujet sont donc inexactes et n'engagent que leurs auteurs.

La Rédaction



L'AIDE HUMANITAIRE COMMENCE À ARRIVER

La bande de Gaza reçoit les premiers camions transportant l'aide humanitaire. Ils ont fait leur entrée samedi 21 octobre par le point de passage de Rafah depuis l'Égypte.

Il s'agit du premier convoi humanitaire à avoir pénétré le territoire gazaoui depuis la guerre déclenchée par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023. Cette aide désespérément attendue par les Gazaouis, qui vivent sous un déluge de feu de l'armée israélienne dont l'objectif est d'anéantir le mouvement islamiste palestinien Hamas.

La première aide qui arrive, est sortie d'Égypte à bord de 20 camions via le terminal de Rafah, la seule porte de Gaza qui ne soit pas aux mains d'Israël. Cependant, l'aide alimentaire et médicale livrée n'inclut pas de carburant, ont rapporté les médias égyptiens.



RÉACTIONS
INTERNATIONALES

L'AIDE HUMANITAIRE COMMENCE À ARRIVER

Expliquant que ce premier convoi ne doit pas être le dernier, l'ONU a appelé à un effort durable pour fournir des biens essentiels et notamment du carburant aux Gazaouis, de façon sécurisée, inconditionnelle et sans obstacle. Pour l'Organisation des Nations unies, les besoins sont énormes et il faudrait au moins 100 camions par jour.

L'Union européenne de son côté reconnaît qu'il s'agit d'un premier pas

important pour alléger la souffrance d'innocents, a fait savoir la présidente de la Commission de l'UE Ursula von der Leyen.

Dans la foulée, les Etats-Unis ont exhorté toutes les parties prenantes au conflit israélo-palestinien et à la guerre entre l'État hébreu et le Hamas à laisser ouvert le poste-frontière de Rafah, après l'entrée du premier convoi humanitaire dans la bande de Gaza en provenance

d'Égypte.

« *Nous pressons toutes les parties de laisser le point de passage de Rafah ouvert pour que soit acheminée de manière continue une aide indispensable au bien-être de la population de Gaza* », a communiqué le secrétaire d'État Antony Blinken.

Cette aide faut-il le rappeler est arrivée quelques jours après la tournée du secrétaire d'État américain dans

la région et la visite mercredi du président américain Joe Biden en Israël. Elle ne pouvait pas arriver plus tôt à cause des travaux de réfection de la route, endommagée par les bombardements de l'armée israélienne. Après cette première entrée, plus d'une centaine de camions chargés de tonnes d'aide internationale sont toujours massés entre l'Égypte et Gaza.

Jacob Y./La rédaction



PLUS DE 2 000 ATHLÈTES ÉTAIENT À DJOUGOU



La 4ème édition du Cross Country de la rentrée a eu lieu samedi 21 octobre 2023 dans la commune de Djougou. Le Directeur Général Adjoint de l'Office Béninois du Sport Scolaire et Universitaire (OBSSU), Smith Judicaël Ayadokou, représentant le Ministre des Sports, a donné le top de cette course qui a connu la participation de plus de 2.000 élèves et étudiants.

A l'instar des précédentes éditions tenues à Cotonou, Lokossa et Parakou, l'édition 2023 a été également d'un grand succès. Regroupés en deux catégories (U15, U17) et par sexe, les jeunes talents des Collèges, Lycées et Universités, ont pris départ de la place de l'indépendance avec l'assistance des Sapeurs-pompiers et des éléments de la Police Républicaine. Les moins de 15 ans ont eu à parcourir 5 Km et 07 ki-

lomètres pour les moins de 17 ans.

À l'arrivée, les 10 meilleurs par catégorie et par sexe ont été récompensés par l'OBSSU. Les 3 premiers par catégorie ont empoché respectivement 70, 50 et 30 mille FCFA pour les U17, et 50, 30, 20 mille FCFA pour les U15.

De la 4e à la 10e place, toutes catégories confondues, chaque athlète a reçu une enveloppe de 10 mille FCFA.

En plus de ces prix en numéraires, les trois premiers dans chaque catégorie ont reçu chacun (e) une médaille et un trophée.

Le deuxième responsable de l'OBSSU a également indiqué que l'initiative vise à détecter les talents afin que le Bénin puisse continuer à participer aux compétitions sportives internationales.

Séverin A./ La Rédaction



LE NOUVEAU GOUVERNEMENT APPELÉ À CONSOLIDER LES ACQUIS



En Côte d'Ivoire, Robert Beugré Membré est le premier ministre, chef du gouvernement. Après sa nomination par le chef de l'État Alassane Ouattara, il a dévoilé l'identité des autres membres du gouvernement.

Au cours du premier conseil des ministres mercredi 18 octobre 2023, le président de République ivoirienne a invité le nouveau gouvernement à consolider les performances enregistrées au cours de ces dernières années.

Pour le Chef de l'État Alassane Ouattara, le nouveau gouvernement doit relever les défis que traversent le monde et la sous-région, ainsi que les différents chocs macroéconomiques qui se traduisent par une

inflation généralisée, la hausse des taux d'intérêt mondiaux avec pour conséquence la baisse du pouvoir d'achat des populations.

Aussi a-t-il ajouté, le gouvernement devra veiller à assurer l'approvisionnement du marché intérieur en produits alimentaires et en denrées de première nécessité dans des conditions qui préservent le pouvoir d'achat des ménages, surtout les plus vulnérables.

« C'est l'orientation prioritaire que je donne dans ce domaine au Premier Ministre, au ministre d'État, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières en liaison avec le ministre des Ressources animales et halieutiques et le mi-

nistre du Commerce et de l'Industrie », a précisé le Président de la République.

Au plan interne, a poursuivi Alassane Ouattara, le gouvernement devra assurer la bonne exécution du programme économique et financier conclu avec le Fonds monétaire international (FMI), en vue de consolider les acquis et accélérer le développement économique et social du pays : **« À cet égard, il nous faudra veiller en particulier à atteindre les objectifs en matière de mobilisation des ressources fiscales, à maîtriser la dette intérieure et extérieure et à mettre en œuvre les réformes nécessaires auxquelles nous avons souscrit.**

Dans ce contexte, la dynamique de renforcement des infrastructures socio-économiques devra se poursuivre en privilégiant le recours aux partenaires bilatéraux et multilatéraux pour le financement des projets ».

Il a, par ailleurs, invité le gouvernement à œuvrer à l'amélioration du décaissement des res-

sources mises à disposition par les partenaires techniques et financiers, en mettant l'accent sur la consolidation des réformes, notamment en matière de gestion des finances publiques et d'amélioration des recettes de l'État.

Concernant le développement de l'économie numérique en tant que secteur transversal, d'impulsion de la dynamique économique et de la création d'emplois, Alassane Ouattara a fait savoir que des efforts importants devront être faits dans ce domaine pour accéder la transformation digitale de l'économie ivoirienne.

Tout en demandant aux membres du gouvernement de se mettre au travail et de traiter les dossiers avec célérité et diligence afin que l'action du gouvernement soit encore plus perceptible par les populations, le Chef de l'État les a exhortés à continuer « D'ÊTRE DES EXEMPLES, À FAIRE PREUVE D'HUMILITÉ, DE PROXIMITÉ AVEC LES POPULATIONS AFIN DE MIEUX LES SERVIR ».

Séverin A. / La Rédaction



QUATRE COMMUNES SIGNENT UNE CONVENTION

Quatre communes du Bénin ont signé une convention dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Adaptation des Villes aux Changements Climatiques (PAVICC). La cérémonie a été présidée par le ministre du Cadre de vie et des Transports, José Tonato en présence des maires des communes bénéficiaires.

L'objectif de ce programme est de renforcer les équipements et les infrastructures des territoires afin d'améliorer le cadre de vie des populations et de développer la résilience face au changement climatique. Les communes signataires de cette convention sont, Bohicon, Cotonou,

Sèmè-Kpodji et Comè.

À travers cette convention, le gouvernement s'engage à financer les travaux et les activités du programme, à contribuer à l'entretien des ouvrages, à financer et exécuter toutes les activités du PAVICC, à associer les services communaux à sa réalisation et à collaborer avec les communes pour le développement de compétences métiers internes. De leur côté, les communes s'engagent à mettre à disposition les sites devant accueillir les infrastructures, à assurer le fonctionnement du Comité Local de Suivi Technique (CLST), à faciliter l'implication des cadres et responsables communaux dans l'éla-

boration des documents d'urbanisme, à assurer la mise en application de ces documents, à prévoir et mettre à disposition les ressources nécessaires au suivi de l'entretien des ouvrages et à œuvrer pour l'accroissement des recettes fiscales de la commune.

Présidant la cérémonie, le ministre Tonato, a exprimé sa reconnaissance envers les Partenaires Techniques et Financiers et les partenaires privés qui soutiennent le Bénin dans ce projet. Il a également invité les Maires et les Secrétaires Exécutifs à faciliter la tâche au gouvernement et à collaborer pour faire des villes des espaces sûrs et résilients.

Le Directeur Général du Développement Urbain a souligné l'importance de ce partenariat entre l'État et les communes pour accroître la capacité d'adaptation des villes aux changements climatiques.

Les maires ont salué ce partenariat et se sont engagés à entretenir les infrastructures bénéficiées dans le cadre du programme pour améliorer les conditions de vie des populations et réguler les inondations récurrentes.

Le PAVICC faut-il le noter, est financé par le Budget National et l'Agence Française de Développement (AFD).

Jacob Y./La rédaction





F1rst AFRIQUE

Hebdomadaire d'Analyses, d'Investigations
et de Stratégies

Global Leader
Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication
Wilfrid KINTOSSOU
Rédacteur en Chef
Jacob YANTCHA
Secrétaire de Rédaction
Sévérin Adéwalé G

Rédaction
Jacob Yantcha
Sévérin Adéwalé O.
Aubierge Padonou
Kévin Segbo

Palette Graphique
First Afrique Prod

Editeur
FIRST AFRIQUE
N°Siret 528249766
RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. +229 66055661 / 58242403
Email : direction@firstafrique.tv.bj

www.firstafrique.tv.bj

*Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et
c'est l'actualité autrement.*



1A

F1RST AFRIQUE

*L'intégrité est
essentielle pour la
réussite à long terme de
toute entreprise. Chez
nous, c'est une valeur
non-égociable !!!*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+229 58 24 24 03

F1RST AFRIQUE